

Les revues dans le monde de l'édition : lignes éditoriales, comités de lecture et modes de financement.

Entreprises collectives plus ou moins durables, les revues scientifiques sont un véhicule privilégié de la circulation des idées et des travaux. Néanmoins, à l'image du champ universitaire lui-même, l'espace des revues est un espace socialement construit qui fonctionne selon un certain nombre de règles. Ces règles instituent des droits d'entrée et instaurent une hiérarchie à partir d'une série de d'oppositions : revues régionalistes et internationales, revues disciplinaires et pluridisciplinaires, revues dites prestigieuses et confidentielles, etc. La valeur attribuée à une revue, et c'est un truisme de le rappeler, n'est pas seulement scientifique ; elle est aussi le fruit de luttes pour imposer une vision dominante des modes légitimes de la production scientifique.

En l'occurrence, ces dernières années, la gouvernance par des instruments de mesure des performances contribue largement à structurer le monde des revues et les stratégies des auteur·e·s. Tirant une bonne part de leur légitimité de *l'impact factor* qu'elles parviennent à atteindre, de nombreuses revues se trouvent à contre-gré impliquées dans ces luttes de classement. Dans ce contexte, sont-elles amenées à revoir leurs propres modes d'évaluation, à investir dans des stratégies telles que la traduction ou l'innovation thématique, pour assurer leur entrée et leur maintien dans les classifications ? Font-elles des compromis pour garantir à la fois leur cohérence éditoriale et leur attractivité en publiant à la fois des auteur·e·s réputé·e·s dans leur domaine et des jeunes auteur·e·s ? Résistent-elles explicitement par la critique des indicateurs bibliométriques et par la défense d'une production intellectuelle fondée sur des critères qualitatifs ?

Quoiqu'il en soit, ce débat contemporain permet de mettre au jour des tensions autrefois implicites autour de la hiérarchisation symbolique entre les « bonnes revues » et les « revues mineures ». Par le passé, la création de revues dites marginales permettait de questionner les routines et les limites de la production des revues institutionnalisées. De « bonne guerre », la coexistence de revues aux orientations et ambitions diverses contribuait à légitimer le pluralisme, à assurer le renouvellement des idées et des pratiques d'écriture. S'il en est toujours ainsi, force est pourtant d'admettre que les unes et les autres peuvent difficilement contourner des contraintes comme la visibilité sur Internet, l'accessibilité via les intermédiaires marchands, la compétitivité autour des rangs, la durabilité financière, la modernisation de l'image et l'originalité des dossiers thématiques. Face à ces contraintes, les revues ne sont pas également équipées. D'aucunes peuvent faire valoir leur réputation fructifiée depuis quelques décennies ce qui les rend encore et toujours attractives aux yeux des chercheur·e·s. D'autres, familiarisées depuis leurs débuts avec la vulnérabilité des soutiens institutionnels et matériels, se maintiennent tant bien que mal grâce aux dynamiques bénévoles des comités de rédaction et à leur attachement à une ligne éditoriale.

Pour confronter les effets tangibles produits par ces contraintes gestionnaires, nous avons organisé une table ronde réunissant des représentants de six revues¹. À cette occasion, et avant la table-ronde, nous avons publiquement annoncé la fin de *Carnets de bord*, présenté le bilan de dix ans de notre pratique éditoriale et exposé les raisons qui nous ont conduit à cesser la parution de la revue. Au sein de *Carnets de bord*, cette rencontre avec d'autres comités de rédaction avait été envisagée de longue date. Il a donc fallu attendre que notre revue cesse de paraître pour passer à l'acte et amorcer, enfin, une réflexion collective avec nos pairs. L'organisation de cette rencontre nous a conduit à diversifier le type de revues selon leur position symbolique dans le monde des revues et leur inclusion (ou non) dans les classements, leur ancienneté, leur ancrage disciplinaire et «indisciplinaire», leur orientation éditoriale et leur format (papier et/ou numérique). Au final, autour de la table se sont trouvés : Marc Berthod (*Tsantsa*), Quentin Deluermoz (*Vingtième siècle*), Georges Felouzis (*Revue Française de sociologie*), Giuseppe Merrone (*A contrario*), Luca Pattaroni (*EspacesTemps.net*) et Patricia Roux (*Nouvelles Questions Féministes*).

Nous leur avons au préalable communiqué une série de questions que nous avons jugé importantes d'aborder devant un public constitué majoritairement de doctorant·e·s. En effet, confrontés aux premières soumissions d'articles aux revues, les jeunes chercheuses et chercheurs méconnaissent le plus souvent l'histoire et l'esprit éditorial de ces revues. C'est pourquoi les participant·e·s à la table ronde ont été invité·e·s à décrire le contexte de création de la revue : quand et quel collectif avait lancé la revue, avec quelles intentions/motivations et avec quelle ligne éditoriale ? Quelles réactions institutionnelles/académiques avaient eu lieu lors de la création de la revue ? Comment les comités de rédaction ont-ils cherché à se positionner dans le champ éditorial et à l'aide de quelle justification intellectuelle par rapport aux revues existantes ?

Ensuite, chacun et chacune étaient conviés à dévoiler les conditions intellectuelles, sociales et économiques de la production de la revue représentée. Il s'agissait par là de décrire le fonctionnement concret du comité de rédaction (division et rétribution du travail, élaboration intellectuelle des numéros), les sources de tensions (émulation intellectuelle vs routines d'évaluation, contraintes matérielles de parution), les échanges avec les auteur·e·s, la composition du comité de lecture et les critères d'évaluation des articles, les modes et les difficultés de financement (subventions, soutiens institutionnels, abonnements, etc.), les supports de diffusion de la revue et, enfin, l'influence des classements sur les conditions de production de la revue.

PARTIE I

Le contexte de création d'une revue : la définition d'un projet éditorial et le positionnement dans le champ éditorial

Cristina Ferreira (modératrice) : Dans un premier temps, chacun et chacune aura dix minutes pour présenter dans les grandes lignes la revue qu'il représente. Ensuite on passera à des questions liées au fonctionnement des comités de lecture, aux processus d'évaluation des articles, au choix des dossiers thématiques, ainsi qu'aux questions liées à la survie matérielle de la revue, à la reconnaissance institutionnelle, au positionnement par rapport aux questions abordées hier sur le *ranking* et sur les classements des revues.

Giuseppe Merrone : Je ne peux pas faire une histoire aussi précise que Cristina l'a faite précédemment pour *Carnets de bord* car je ne fais pas partie des membres fondateurs de la revue *A contrario*.

Au départ cette revue est née de l'initiative d'un collectif d'étudiant·e·s qui publiait un magazine. Je ne connais pas les motivations de ces étudiant·e·s, mais elles devaient être semblables à ce que tu as dit sur les débuts de *Carnets de bord* : volonté de collectiviser une réflexion, sortir de l'isolement, de s'émanciper des cloisonnements disciplinaires, etc. et aussi le désir, à un moment donné, de passer à une étape supérieure, à savoir de produire et d'évaluer des idées, et donc de se lancer dans une revue académique. Mauvaise idée car c'est un chemin de croix, j'ai aussi vécu beaucoup de choses qui ont été dites par Cristina.

Leur première initiative a été de contacter le corps intermédiaire enseignant, dont moi. D'abord j'ai dit : « bon, qui corrige les textes ? Qui fait le travail ? ». Et ensuite je me suis dit que dans ce contexte où on ne donne pas beaucoup de place aux étudiant·e·s je ne devais pas jouer au « vieux con » pour une initiative qui finalement me paraissait intéressante et j'ai décidé de soutenir avec d'autres collègues la création de cette revue.

Je dois dire que par rapport à ce que Cristina disait de *Carnets de bord*, en faisant appel à des membres du corps intermédiaire déjà bien insérés, très vite les membres du comité étaient un peu disparates et il y avait aussi quelques personnages qui représentaient le type

1. Module *Publier en sciences sociales* (9-10 décembre 2010), Programme doctoral romand en Sociologie (Bossey).

«chercheur-entrepreneur» qui a été décrit hier et cela a créé des difficultés. Certains voulaient un comité de parrainage très prestigieux, que la revue soit indexée ici ou là, et que l'on puisse atteindre un degré de reconnaissance institutionnelle très élevé. D'autres voulaient une revue autonome et qui ne se soumette pas à ce genre de critères mais avec là le risque de confondre probité intellectuelle et confidentialité.

En reprenant cette idée d'entrepreneur, contrairement à ce que dit le FNS [Fonds National Suisse de la recherche scientifique], la capacité entrepreneuriale n'est pas reconnue par l'Université parce que des soutiens de l'Université, en vérité, on en a eu très peu. Au tout début, ils nous ont trouvé gentils, «jeunes chercheurs», et c'était un peu comme dans le film «Les visiteurs»: on lançait 300 francs suisses par-dessus la table en disant «c'est fort sympathique» et dès qu'il est apparu que notre projet était plus sérieux que cela, les soutiens se sont retirés. Donc on a eu tout de suite d'énormes problèmes de financement puisqu'on sortait deux numéros par année. On avait décidé de passer un contrat avec un éditeur pour publier la revue, et je connaissais Claude Pahud [Antipodes] et je savais qu'il publiait *Nouvelles Questions Féministes* et on s'était basé là-dessus, pensant bénéficier de l'appui d'un éditeur, d'un réseau de diffusion en librairie, etc. Mais financièrement les ventes en librairie n'ont jamais vraiment soutenu la publication, même avec une diffusion professionnelle, même avec une diffusion en France, c'était une part congrue. Alors il y a eu les abonnements et ça, ça fait partie d'un métier que je ne connaissais pas, donc comment faire? Et de toute façon c'était insuffisant. Les financements institutionnels ne suivaient pas, le financement a été une grave difficulté tout au long de ces années.

La revue a paru pour la première fois en 2003 et c'était un numéro de «varia». Donc capacité entrepreneuriale pas reconnue, mais il était aussi intéressant de constater qu'à l'intérieur du comité les chercheurs-entrepreneurs n'étaient pas du tout entrepreneurs. Ils étaient entrepreneurs dans le cadre académique, au sens d'une version «atelier protégé» de l'entreprise qui arrive à ses limites lorsqu'il faut chercher de l'argent. Cet entrepreneur qui veut faire «du chiffre» au niveau de la compétition académique, pour moi c'est un vendeur d'aspirateurs.

Ce qui nous a un peu sauvés, à un moment donné, c'est ce qu'un sociologue américain [Granovetter] appelle «la force des liens faibles»: nous venons de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne et c'est la Faculté des Lettres qui nous a sauvés financièrement. Pourquoi? Je ne sais pas exactement, mais je mentionnais la force des liens faibles car il est peut-être plus difficile de grandir là où vous avez des réseaux de relations forts et ce sont vos propres proches qui souvent vous trahissent ou qui ne vous soutiennent pas, alors que la Faculté des Lettres s'est dite «ah, et bien ça fait un support de publication en plus» et ils ont volontiers soutenu cette revue, et c'est pour ça qu'elle existe toujours. Et d'ailleurs à la

Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne il y a déjà une revue, *Etudes de Lettres*, qui est plutôt une revue de critique littéraire, mais il y a plein d'approches hétérodoxes par exemple en sociologie littéraire qui ont fait qu'une revue comme *A contrario* pouvait être intéressante dans ce cadre-là. Donc aujourd'hui on publie plus de textes en sociologie de la littérature ou en analyse du discours que des textes de sciences sociales à proprement parler.

On le voit, la question du financement a très vite pris le dessus sur le projet intellectuel ou du moins a très vite pesé sur ses orientations générales.

Cristina Ferreira : On y reviendra. On passe à Luca Pattaroni, qui par ailleurs était vérificateur des comptes de l'association *Carnets de bord* pendant plusieurs années.

Luca Pattaroni : (montre le site de la revue sur écran) *EspacesTemps.net* est une revue internet. C'est une revue qui découle d'une revue papier: la revue papier s'appelait *EspacesTemps* qui a cessé sa publication en 2002 et qui avait commencé en 1975. En 1975, une série de chercheurs se retrouvent autour d'une inquiétude face à deux tendances dans les sciences sociales, et c'est surtout la deuxième qui va continuer à nous inquiéter par la suite.

La première tendance est l'existence encore très forte des postures surplombantes telles que le structuralisme, le marxisme, une impression de perte de contact avec le monde, de perte de réactivité, quelque chose d'écrasant et une nécessité de rouvrir le travail de description ainsi que rouvrir une inquiétude épistémologique. C'était le sentiment des fondateurs, Jacques Levy, François Dosse, Christian Lacroix et d'autres qui étaient jeunes et qui essayaient de proposer des perspectives théoriques moins ambitieuses dans leur surplomb mais suffisamment fortes pour questionner les conceptions de la société. L'autre tendance, très pesante à l'époque, et qui s'avère encore très actuelle, c'est la tendance à un empirisme fort et la sur-spécialisation des métiers des sciences sociales, des gens qui se cloisonnaient de plus en plus, rechignaient à remonter dans les fondements épistémologiques de leurs propres pratiques et leurs propres recherches et du coup il y avait cette nécessité – sans aller vers des métathéories surplombantes – de revenir vers des éléments de généralité, d'exiger une pratique de réflexivité épistémologique importante, éléments qui sont au cœur du projet éditorial actuel. Donc exigence théorique et exigence épistémologique qui permettaient de rouvrir un dialogue entre les disciplines à travers la conscience de «depuis où on parlait» – les conditions épistémologiques de production de notre propre discours – pour pouvoir fonder des amitiés épistémologiques, parce que les ruptures qui comptent ne sont pas forcément entre les disciplines mais traversent les disciplines. Certains sociologues étaient plus à l'aise pour dialoguer avec des historiens, des philosophes, qu'avec d'autres sociologues. Et donc il fallait pouvoir exiger cette conscience épistémologique,

ce travail de retour sur soi et d'exhumation des fondements de notre propre savoir. Il y avait donc cet horizon interdisciplinaire qui a continué à s'affirmer.

Au début des années 2000, sous l'impulsion de Jacques Levy, le comité de la revue papier a décidé de faire une version Internet. Ça a duré environ deux ans pour faire ce passage sur Internet avec une tentative de prendre au sérieux ce que pourrait être Internet pour une revue. L'idée n'était pas de simplement passer d'une revue papier à une revue Internet, ce qui se fait souvent maintenant. D'ailleurs, *revues.org*, qui nous a longtemps hébergé, facilite cela – «hop on prend la revue papier et on la met sur Internet» – avec finalement tous les six mois un dossier. Et on continue avec une régularité comme si c'était une publication papier et on utilise peu les possibilités d'Internet. Dès le départ, nous – je dis nous, j'ai rejoint la revue vers 2004 – c'est le moment où la revue s'est déplacée physiquement à l'EPFL [École polytechnique fédérale de Lausanne]. Je reviendrais là-dessus plus tard en parlant de ce que cela a impliqué pour nous au niveau du financement.

Révision ou déplacement de notre projet éditorial, concessions, nous avons l'idée donc, avec le passage à Internet, de travailler en flux tendu, en flux continu. Donc au fur et à mesure que les articles venaient, d'avoir des possibilités de les publier et de ne pas constituer de dossiers ou de faire une revue Internet qui «paraîtrait» tous les six mois. En même temps, avec ce qui s'appelle «*Traverse*», de créer des dossiers quand même, dossiers qui sont intéressants parce qu'ils sont constitués à partir de ressaisie d'articles déjà parus, donc un certain nombre d'articles qu'on peut faire dialoguer ou alors des commandes inédites. On a eu l'année passée «*Evaluating Academia*», dossier qui peut être intéressant pour le sujet que nous discutons ici aujourd'hui, donc un dossier sur les enjeux de l'évaluation académique avec des articles écrits pour la plupart en anglais. On est d'ailleurs en train de passer au bilinguisme. Donc on a fait un appel pour ce dossier qui était réactif par rapport à une actualité qui nous paraissait importante à penser. Je ne vais pas aller plus loin sur le contenu de la revue et la cuisine interne à laquelle on accordera plus de temps dans la deuxième partie.

Pour le projet éditorial, ce qui était important c'était de proposer une science sociale en prise avec de grands questionnements, une science sociale où les gens se mettaient un peu en danger ou du moins mettaient en question les fondements de leur discipline en dialoguant avec d'autres disciplines. Bien entendu, il y a toujours un écart entre le projet éditorial, qui peut apparaître comme ambitieux, stimulant, fort, et la réalité des articles publiés. Car ceux et celles qui écrivent le projet éditorial ne sont pas forcément ceux et celles qui écrivent les articles dans une revue à comité de lecture. Il nous paraît alors assez important de garder une tension et une révision récurrente de notre projet éditorial et on a

aussi fait une «*Traverse*» avec des textes de différents membres comité de rédaction qui donnent leur position par rapport à l'avenir de la revue. On a donc essayé de rendre public et de nourrir notre propre projet éditorial, surtout parce que fin janvier une nouvelle maquette va sortir, une maquette française-anglaise, et donc on a du repenser à nouveau notre projet éditorial.

Malgré les différentes tendances qu'il y a au sein de notre comité, on a quatre idées fortes qui demeurent. D'abord le dépassement du modèle disciplinaire. Dans la nouvelle maquette on va se nommer «revue indisciplinaire» et l'idée n'est pas de jouer sur les termes – vous connaissez le côté enlisant du débat sur le trans-, pluri-, inter-, etc. – mais il nous paraissait important de tenir à distance la clôture. Pendant longtemps on parlait de la discipline, on en explicitait les fondements et ensuite on entamait le dialogue, alors que dans l'indisciplinaire on maintient la prise de distance épistémologique qui reste un point important du projet éditorial, mais on est peut-être encore plus agnostique qu'auparavant sur ce que peuvent être les paroles disciplinaires. Et du coup ça se traduit aussi par une volonté de défendre ce que nous avons appelé un «alteracadémisme» et je reviendrai à ce propos dans la deuxième partie sur les procédures d'évaluation et les tâtonnements que nous avons eus et, sans être allé aussi loin qu'a pu le faire *Carnets de bord*, on est vraiment en train de réfléchir sur les enjeux de l'évaluation et du «peer-review». Pour nous, défendre l'«alteracadémisme» c'est d'avoir deux formats de textes : il y a des textes «peer-reviewed» et des essais. La différence est aussi tâtonnante, les essais se présentent avec un minimum d'appareillage de notes, donc avec moins d'exigences sur le format académique et il est arrivé d'avoir des textes pas encore aboutis qui étaient présentés pour un article «peer-reviewed» et on a retravaillé avec l'auteur pour en faire un essai plus stimulant. Et dans la nouvelle mouture on va essayer de renforcer l'exploration des modes d'expression du travail scientifique. L'article scientifique demeure un pôle essentiel et important, mais c'est aussi important de donner à voir des projets audiovisuels. On est en train de travailler sur les supports audiovisuels pour la nouvelle maquette, et on a dû d'ailleurs sortir de *Revues.org* parce que leurs outils Internet étaient trop normalisateurs. Donc là on explore des interfaces dans toutes les formes de connaissances, philosophiques, mathématiques, biologiques, et ça c'est venu aussi avec le passage vers l'EPFL. Donc on est un peu entre l'ENS de Lyon, Paris et l'EPFL et là on termine un travail sur les interfaces qui va être un autre pôle de notre projet éditorial.

Patricia Roux: Cette revue est née en 1977 en France en s'appelant d'abord *Questions féministes* et elle a été refondée en 1981, suite à une rupture au sein du comité de rédaction, sous le nom de *Nouvelles Questions Féministes*. En 2001, la revue s'installe en Suisse et est dotée d'un comité de rédaction plus grand, qui devient franco-suisse et change de mode de fonctionnement.

Je vais surtout parler de la nouvelle revue, celle qui existe depuis 2002, sinon on ne s'en sortira pas en quelques minutes. Ce qu'on a repris de l'ancienne revue, c'est le développement d'une pensée théorique qui donne un point de vue politique sur les rapports sociaux – les rapports sociaux en général, pas seulement les rapports de genre – et ancré dans les mouvements féministes, dans des collectifs mais aussi dans les théories féministes anti-essentialistes. La revue a gardé dans son titre cette visée-là à développer au niveau de la recherche et au niveau théorique. Parce qu'il faut le dire aussi, elle se situe clairement dans le champ universitaire, c'était déjà le cas auparavant, mais vu la composition du comité de rédaction actuel on relève une nette institutionnalisation de la revue aujourd'hui par rapport à ce qu'elle était avant.

Pendant des années, elle a été tenue par des intellectuelles reconnues dans le champ des Études genre, mais finalement peu reconnues dans les institutions au sein desquelles elles ont travaillé. Elles ont toujours été très marginales, représentantes d'un mouvement minoritaire, le féminisme radical matérialiste français : parmi elles, on a Christine Delphy, qui est toujours co-rédactrice en cheffe de *Nouvelles Questions Féministes* (je suis l'autre co-rédactrice), et on a eu Nicole-Claude Mathieu, qui a participé à la fondation de *Questions féministes*, Colette Guillaumin, qui a aussi œuvré dans le comité de rédaction de cette première revue, et Paola Tabet. Au départ, il y a donc eu des anthropologues et des sociologues qui sont des théoriciennes féministes de référence pour la plupart d'entre nous, mais qui ne le sont pas forcément dans le champ académique « traditionnel », dominant. Ceci a eu de l'importance pour la suite, car lorsque nous avons voulu implanter *Nouvelles Questions Féministes* à l'Université de Lausanne, en la rattachant au réseau LIEGE, devenu une structure stable depuis 2008, le Centre en Études genre, il a fallu conquérir une légitimité institutionnelle pour bénéficier d'un certain soutien. Nous avons ainsi obtenu que l'UNIL finance le secrétariat de rédaction de la revue (poste à 20%). En même temps, il fallait convaincre le lectorat dont nous avons hérité de maintenir sa confiance dans la revue, et l'élargir pour financer la publication de trois numéros par année. Depuis nos positions d'assistantes, de maître-assistantes, de maîtres d'enseignement et de recherche et de professeures qui faisons partie du comité de rédaction, il fallait défendre le fait que nos positions institutionnelles, les différents stades de nos parcours scientifiques et nos projets de carrière pouvaient être compatibles avec un ancrage féministe.

Si je traduis concrètement ce que ça implique pour le comité de rédaction : nous avons décidé de former un véritable collectif, une masse critique, et sommes donc très nombreuses, près de 40 femmes investies dans différentes disciplines et/ou dans différents collectifs militants ; nous avons aussi défini une ligne de rédaction (voir notre plateforme publiée dans chaque numéro), qui s'inscrit dans le féminisme matérialiste

et antinaturaliste du comité antérieur, et ouvre la porte sur quelques problématiques cruciales auxquelles la recherche et le mouvement féministes sont confrontés. Pour les auteur-e-s, ça implique d'avoir un regard critique sur leurs objets, leurs méthodes, leur travail, quel que soit leur ancrage disciplinaire, et de proposer des articles qui, sur une base empirique ou réflexive, donnent des outils théoriques pour penser le changement dans les rapports sociaux de sexe. Dans cette conception, être féministe pour une ou un chercheur, c'est adopter une démarche attentive aux changements possibles, aux projets et aux conditions d'une transformation profonde du système de genre. C'est la contribution d'une réflexion intellectuelle et scientifique à une vision politique des inégalités sociales et de la discrimination, liées au genre en particulier. Voilà pour ce qui est de la ligne et des réactions institutionnelles à la création de la revue, cette ligne qu'on a gardée et qu'on a pu faire reconnaître peu à peu à un niveau académique, bien qu'on rencontre quand même pas mal de problèmes.

Nouvelles Questions Féministes a été reprise à Lausanne pratiquement en même temps que la création en Suisse du premier poste de professeure en Études genre – poste que j'occupe depuis le début – et a été mise en place par le petit groupe que nous étions avant même d'avoir « à disposition » les Études genre. Elle a constitué un moyen pour nous profiler dans la nouvelle définition de ce qu'allaient être les Études genre, au même titre que d'autres engagements qu'on a pris tels que créer un réseau, le réseau LIEGE, qui regroupe 800 chercheuses et chercheurs (moins nombreux) intéressés par des questions d'égalité ou des questions de genre. La même idée a présidé à la mise en place de la revue : considérer que certes nous étions minoritaires mais, en même temps, notre légitimité vient du fait que nous travaillons beaucoup en collectif, à l'encontre d'une série de logiques universitaires qui sont nettement plus individualistes. D'où l'option de créer un comité de rédaction très large – ça ne se fait pas, je ne connais pas d'autres exemples – on est parties à 50, on est 40 aujourd'hui.

Ce qui paraissait un peu fou et bizarre au début, ce grand comité, explique finalement pourquoi nous arrivons à survivre. Trois numéros par année, [montre un numéro] ça c'est le premier qu'on a publié en 2002, il s'appelle « NQF change », avec un éditio qui explique le passage de témoin à la Suisse, et puis vous avez les derniers numéros de cette année sur la table. Ils sont publiés chez le même éditeur que vous avez invité, *Antipodes* (Claude Pahud), où il y avait aussi *A contrario*, on reconnaît d'ailleurs la patte de l'éditeur dans le style de la revue. Concernant le fonctionnement, qui fait que la revue marche assez bien depuis les changements dont je vous ai parlé, les numéros sont montés par des groupes de coordination – des groupes qui font partie du comité de rédaction, avec parfois un apport extérieur d'une ou deux personnes dans ce groupe ; il y a ainsi 4 à 6 membres du comité de rédaction qui travaillent pendant deux ans sur un

numéro. Cela nous permet de vivre un peu le genre de choses que nous décrivait Cristina Ferreira par rapport à *Carnets de bord*. Parce qu'à 40 ça ne serait pas possible! Par contre le comité de rédaction entier se réunit autour de chaque numéro, trois fois par année, et discute ensemble de l'appel à contributions, de l'édito, et, une fois que le numéro est sorti, de l'ensemble du numéro, ce qui permet au collectif de se construire peu à peu, d'avancer et de redéfinir au fur et à mesure certaines lignes éditoriales de la revue. Mais ça marche parce que ce sont des groupes de quatre à six personnes qui portent vraiment chaque numéro.

Marc Berthod: Merci pour l'invitation, c'était aussi important pour moi d'être là – en tant que membre fondateur de la revue et premier président de l'association – pour l'annonce de la fin de *Carnets de bord*. C'est donc un plaisir d'être parmi vous. L'équipe de *Tsantsa* a très bien préparé ce séminaire puisqu'en 2005 déjà, un texte intitulé « Les dix ans de *Tsantsa* ou comment tout a commencé » a été publié. Vous l'avez à disposition sur la table et cela vous donnera quelques réflexions sur la création de cette revue.

En résumé, on peut dire qu'il existait en Suisse une revue qui était plutôt un livre thématique qui paraissait sous l'intitulé *Ethnologica Helvetica*. Donc on peut tout de suite imaginer ce côté folklorisant ou folkloriste, un peu poussiéreux peut-être même. Cette revue a émergé dans les années 1970 et a été subventionnée par l'Académie suisse des sciences humaines (ASSH) et, par rapport à cet intitulé très classique, cette revue a mué à l'interne. Il y a eu des débats, après une vingtaine d'années et autant de numéros (un par année), les fondateurs de la revue et le comité de rédaction ont voulu complètement changer de format et ont lancé cette revue au titre volontairement énigmatique, *Tsantsa*, qui renvoie à des objets ethnologiques assez classiques, et il y a eu aussi des discussions autour de ce titre *Tsantsa* – Revue de la société suisse d'ethnologie. D'emblée il y a eu l'envie d'ajouter une composante esthétique: un graphiste a été intégré dans l'équipe du comité pour faire en sorte que la revue ait une apparence esthétique belle. Bon, il y a toujours les avis des uns et des autres, les goûts et les couleurs. Vous avez ici le dernier numéro, dont la couverture représente une plaque de fer qui subit les outrages du temps, et les couvertures de *Tsantsa* fonctionnent par triptyque dans le sens où il y a une évolution/transformation d'un même thème ou objet sur trois couvertures. Donc les couvertures reflètent des questions sur les enjeux identitaires, sur les sens dans les couvertures. Ce genre de choses *a priori* énigmatiques sont aussi explicitées dans ce texte dont je vous parlais au début, texte signé par Séverine Rey qui a été pendant plusieurs années rédactrice en chef avec Elke Kappus de la revue.

Pour en venir à la ligne éditoriale: avec le changement qui s'est opéré de *Ethnologica Helvetica* vers *Tsantsa*, l'idée était d'ouvrir plus la revue qui, au départ, s'adressait surtout aux membres de la Société suisse d'ethnologie,

de devenir aussi plus interdisciplinaire et d'intégrer aussi les arts éventuellement, notamment la photographie. Pendant très longtemps aussi, il y a eu des débats sur «quelles photographies?». Au début, 1995 – premier numéro de *Tsantsa* – il y a eu des «essais photographiques», puis en 2002 il y a eu une nouvelle direction avec un professeur de Berne qui a changé un peu la perspective parce que certains essais photographiques n'étaient pas très compréhensibles. Donc il y a eu l'idée d'en faire quelque chose d'un peu plus ethnologique, ethnographique, en termes de photographie, et puis des textes sont venus alimenter la photographie et maintenant il y a des «Bild-Essay» qui constituent une rubrique dans *Tsantsa*. Donc si vous feuillotez un numéro, vous voyez aussi un travail de photographie et beaucoup de discussions sur quels types de photographies on peut produire: est-ce que c'est simplement l'occasion de faire un article? Puisqu'un anthropologue a toujours dans ses bagages une série de photos et c'est l'occasion de reprendre ces photos et de mettre du texte autour. Ou est-ce qu'on construit véritablement une réflexion autour de la photographie comme objet de connaissance? Donc c'est un élément important de la ligne éditoriale parce qu'on voit bien ici cette volonté d'en faire un objet qui a une composante esthétique déclarée, donc de rompre en quelque sorte avec les lignes un peu plus classiques et traditionnelles d'un certain nombre de revues.

Le format papier est très important et il y a un débat aujourd'hui pour savoir si on va mettre en ligne un certain nombre de numéros. L'ASSH encourage cette démarche-là, donc j'imagine qu'à terme on aura la chance d'avoir aussi un certain nombre de numéros en ligne. Mais contrairement à *EspacesTemps.net* la démarche est assez différente, dans le sens où on ne va pas exploiter au maximum Internet mais bien exploiter au maximum – jusqu'à quand? – la version papier à travers une composante esthétique. Donc c'est un pari assez particulier aussi et on essaye de pouvoir tenir assez longtemps. On a la chance de bénéficier du soutien de l'ASSH, c'est donc une revue assez institutionnalisée, c'est un élément fort pour notre fonctionnement. Donc la moitié du budget est couvert par l'ASSH et l'autre moitié par des cotisations de la Société suisse d'ethnologie qui est composée d'environ 600 membres, ce qui est assez considérable. On tire à environ 1000 exemplaires: 400 exemplaires partent en bibliothèque, ventes, abonnés, en plus des 600 exemplaires de la Société suisse d'ethnologie. Ça nous permet de préserver une certaine continuité, un numéro par année avec un comité qui n'est pas aussi nombreux que *Nouvelles Questions Féministes* mais qui comporte quand même une vingtaine de membres.

Pour les dossiers, il y a un appel à contributions interne, les gens font des propositions, il y a une sélection à l'intérieur du comité pour l'appel à contributions, mais ça peut également être fait avec une personne externe. Le numéro publié en mai 2011, intitulé « Entrer en institution, sortir des institutions », est coordonné par deux personnes :

une collègue, Gaëlle Aeby, et moi-même. Donc toujours un membre du comité et puis éventuellement des personnes externes à ce comité.

Un élément à prendre en compte pour cette revue est le fait que l'institutionnalisation apporte des avantages, mais aussi un certain nombre de désavantages. Par exemple, la revue est quadrilingue : on publie des textes en français, en allemand, en anglais et parfois en italien. Par exemple pour le numéro 11, on a reçu des propositions de textes dans ces quatre langues. C'est une condition de l'ASSH de publier dans deux langues au minimum, allemand et français, sans quoi la subvention tombe. Donc vous imaginez bien que ça pose des problèmes en termes de diffusion. Chez les francophones c'est délicat parce qu'il y a des textes germanophones et italo-phones, chez les germanophones c'est le sens inverse, et chez les anglophones il n'y a pas assez de textes en anglais pour vraiment bien diffuser la revue. À cela s'ajoute une autre difficulté, qu'on a constaté à plusieurs reprises : les Suisses alémaniques peinent à rédiger pour *Tsantsa* des articles en allemand et préfèrent nous soumettre des articles en anglais. Donc on a une série de contraintes qui sont très objectives et qui nous permettent de fonctionner relativement bien avec le soutien des institutions, mais on doit répondre à ces différents critères. On y arrive, mais parfois avec peine. Par exemple pour le prochain numéro on n'a reçu que deux ou trois articles en allemand et il y a une disproportion avec les articles en français qui étaient beaucoup plus nombreux ; et le choix devient problématique si, par exemple, on doit refuser tous les articles d'une langue.

Voilà, rapidement pour la première partie de la présentation. Pour l'organisation du travail, j'imagine qu'on va y revenir dans la discussion.

Georges Felouzis : Merci beaucoup. J'ai un travail assez difficile parce qu'en dix minutes je dois vous parler d'une revue qui est née en 1960, qui a donc 50 ans, c'est un exercice qui demande un certain sens de la synthèse. Je donnerai donc quelques éléments sur les conditions de création de cette revue dans les années 1960, et ensuite je vous parlerai du présent parce que je pense que ce qui vous intéresse d'abord c'est le présent et non le passé.

J'ai puisé dans ma collection personnelle les deux premiers numéros de la *Revue française de sociologie* : janvier-mars et avril-juin 1960. Je les ai amenés parce qu'il y a un petit effet d'exotisme. Pendant que mes prédécesseurs parlaient, j'ai jeté un petit coup d'œil discret – pas si discret que ça d'ailleurs – sur les numéros de 1960, et je me suis aperçu que ça faisait vraiment très rétro. Les articles qui ont été publiés là ne seraient pas, je pense, republiés aujourd'hui, parce qu'ils sont très descriptifs, très simples en terme de structure, très courts puisqu'ils font le tiers ou le quart des articles que nous publions aujourd'hui dans la revue. Cela illustre me semble-t-il assez bien les évolutions du champ scientifique en sociologie depuis 50 ans en France.

En deux mots, comment est née la *Revue française de sociologie* ? D'abord disons que dans le contexte académique des années 1960 en France, on est dans un renouveau de la sociologie, plus particulièrement d'une sociologie empirique qui défendait l'idée de la sociologie comme science empirique et qu'il fallait publier des articles qui renvoyaient à cette idée. Là je vois le premier numéro, il y a un article de Mattei Dogan, « Le vote ouvrier en Europe occidentale », un article de Viviane Isambert-Jamati, « Adaptation au travail et niveau de qualification des femmes salariées », etc. Donc on assiste à l'époque à la mise en avant d'une sociologie basée sur l'enquête. C'est aujourd'hui toujours le cas : un bon article dans la *Revue française de sociologie*, c'est un article où vous avez une base empirique très forte, très étendue, avec une analyse de données quel que soit l'outil choisi – méthodes qualitatives ou quantitatives, il n'y a pas de choix éditorial fort de ce point de vue. À la base de cette création, le doyen Georges Davy, le doyen Le Bras, et aussi Raymond Aaron, Georges Friedman, Georges Gurvitch, Michel Lejeune, Henri Levy-Bruhl, Pierre Naville ; donc des gens très bien qui ont fait des belles carrières, qui sont des grands noms de la sociologie, et le directeur était Jean Stoetzel. Toujours sur le contexte de création de la revue, un an avant la création de la *Revue Française de Sociologie* en 1960, est créée *Sociologie du travail* (1959). Donc les deux revues sont quasiment jumelles et ont été longtemps en concurrence. Au plan institutionnel, je crois qu'il est important de préciser que dès le départ la revue a été soutenue par le CNRS et, en termes scientifiques, c'est le Centre d'études sociologiques qui a présidé à sa création.

On va passer au présent, je pense que c'est le plus important. On nous a posé un certain nombre de questions pour préparer cette table ronde et je vais m'appuyer sur ces interrogations pour poursuivre la présentation. Par exemple l'état du champ éditorial. Quelles sont les questions que nous nous posons, à la *Revue française de sociologie*, en terme de champ éditorial ? Le premier point – comme toutes vos interventions l'ont montré – est celui de la concurrence entre revues qui, comme la concurrence entre chercheur-e-s, s'accroît ces dernières années de façon très, très forte. Cette concurrence, si l'on prend le point de vue des revues, est très significative au plan national comme au plan international. Dans les débats que nous avons eu dans le comité de rédaction – sans entrer dans des choses trop confidentielles – il y a eu récemment la création d'une nouvelle revue en France qui s'appelle *Sociologie*, qui est éditée aux Presses universitaires de France sous la direction de Serge Paugam. Cette nouvelle revue se place, en effet, exactement dans le même champ que *Revue française de sociologie* puisqu'il s'agit d'une revue généraliste qui ne se définit pas par tel ou tel domaine de connaissance à l'intérieur de la sociologie, donc c'est exactement le même champ et *Sociologie* met aussi en avant la recherche empirique. Donc il y a une concurrence.

L'atout de la Revue française de sociologie est qu'elle est « dans la place » depuis de longues années et qu'elle est considérée comme une revue, voire LA revue académique la plus en vue, si je peux employer ce terme, sur la place en France. Ça a des avantages, puisqu'on est classé dans les revues A+, mais ça a aussi un désavantage : c'est le désavantage de l'académisme, et celui-ci se manifeste de plusieurs façons. D'abord dans la composition du comité de rédaction : pendant longtemps, jusqu'à il y a quelques années, le comité a été constitué de... « seniors » [rires dans la salle], donc ça c'est un premier désavantage. Et puis, du point de vue des gens qui écrivent pour la revue, on a un effet de miroir : les gens se disent « la RFS c'est du sérieux, on va faire du théorique », et les auteur·e·s envoient souvent des articles où il y a une espèce d'hyperthrophie théorique, qui n'a souvent que peu d'intérêt et qui produit des refus pour ces articles, simplement parce que les auteur·e·s postulent des attentes du comité de rédaction qui sont relativement fausses. Et souvent on se dit que les sociologues ne lisent pas vraiment la revue, ce qui est fort possible, parce qu'ils et elles ne voient pas ce qu'on publie, il y a un décalage entre l'image qu'on veut donner et l'image que l'on donne réellement auprès des chercheur·e·s.

Je vois qu'il me reste très peu de temps... Quelle a été la politique éditoriale que nous avons menée pour faire face au problème que je viens d'évoquer, c'est-à-dire la concurrence ? Il y a un deuxième défi par rapport à la concurrence, c'est celui de l'anglais. On a parlé plus tôt dans la table ronde de publications en plusieurs langues et l'anglais est un vrai problème. D'abord parce que beaucoup de chercheur·e·s aujourd'hui préfèrent publier en anglais plutôt qu'en français simplement parce que c'est plus rentable en terme de visibilité internationale, en terme de « bonus ». Et donc on a eu de longues discussions dans le comité de rédaction pour savoir quelle était la politique que nous allions mener. La solution que nous avons adoptée est celle de publier chaque année une « annual english selection », c'est-à-dire que l'on traduit en anglais et que l'on publie dans ce numéro annuel les articles que l'on considère comme les meilleurs articles de l'année. C'est aussi un choix guidé par des contraintes économiques, car on aurait pu aussi adopter le choix qu'a fait la revue *Population*, qui est une revue française de démographie, qui publie chaque numéro avec une version en français et une version en anglais. Ils ont les moyens économiques pour le faire, ils traduisent tous les articles et c'est très rentable parce que du coup l'« impact factor » de la revue *Population* est très élevé, en plus ils sont sur JSTOR et donc ça fait un public beaucoup plus vaste. Nous on n'a pas eu les moyens économiques pour faire ça. Alors on aurait pu choisir le bilinguisme, publier en français et en anglais ou dans d'autres langues – c'est l'option choisie par les revues suisses, un peu par obligation comme on vient de le voir – mais je pense que ce n'est pas toujours une bonne solution parce qu'en termes de lectorat ça peut poser des problèmes.

Nous avons aussi tenté de relever le défi d'Internet, c'est tout récent, ça a quelques années et ça a permis de donner une autre image de la revue. D'abord on est accessible sur JSTOR, tous les numéros depuis 1960, je crois que c'est très important, parce que tous et toutes les chercheur·e·s, dès lors qu'ils et elles font une recherche bibliographique sur n'importe quel objet, vont aller sur JSTOR et questionner la base de données, et donc c'est très intéressant pour une revue d'être sur cette base. On est aussi sur CAIRN qui est beaucoup plus francophone et on n'a que les numéros récents, à partir de 2003 je crois, et il y a donc moins de profondeur historique.

Quelques mots pour conclure : on essaye d'être ouverts aux nouveaux champs de la sociologie. L'un des problèmes, lorsque vous êtes une revue un peu reconnue dans le champ, c'est que vous risquez de ne pas assez rendre compte des nouveaux courants de la sociologie. Alors ce que nous avons fait, en termes pratiques, c'est qu'on a agi sur plusieurs terrains. Le premier terrain est l'ouverture du comité de rédaction à des jeunes chercheur·e·s, nous sommes aujourd'hui une vingtaine et le système sur lequel nous fonctionnons est que nous avons un comité élargi qui rassemble donc une vingtaine de chercheur·e·s – vous avez la liste dans chaque numéro – et il y a un comité restreint qui est composé de cinq membres – on va passer à six car le travail est très lourd – qui sont là pour deux ans chacun. Donc il y a un système de *turn-over* qui est assez intéressant parce qu'évidemment, quand vous faites partie du comité restreint, c'est pas le même type de travail : vous avez à lire entre 15 et 18 articles tous les mois, donc c'est très lourd car souvent ce sont des articles assez épais, une trentaine de pages, alors que quand vous êtes dans le comité élargi vous n'en lisez que deux par mois. Pour ce qui est des nouveaux courants, on a un groupe de prospective qui regarde les ouvrages qui sortent, les recherches en cours, etc., et surtout on travaille sur des numéros spéciaux. Pour ces numéros spéciaux il y a plusieurs options, et une de ces options c'est d'être ouverts à des propositions externes. Par exemple – mes collègues ont donné des scoops alors je vais donner aussi un scoop – on prépare actuellement un numéro sur la sociologie de l'Etat. Ce sont des politistes qui nous ont proposé cela et il y a un tout un ensemble d'articles très intéressants, qui seront, évidemment, évalués. Donc on applique aux numéros spéciaux les mêmes principes qu'aux articles spontanément envoyés à la revue.

Je vais m'arrêter là pour ne pas empiéter sur le temps de parole de mes collègues.

Quentin Deluermoz : D'abord merci pour l'invitation. En préambule je voudrais dire deux choses. Ça fait deux fois que je viens [à un séminaire du Programme doctoral romand de Sociologie organisé par *Carnets de bord*] et c'est, chaque fois, très convivial et une occasion de discuter avec des gens extrêmement stimulants. C'est rare de voir une formule qui marche aussi bien. Merci donc.

J'avais ensuite amené aujourd'hui la déclaration de naissance de la revue *Vingtième Siècle* et je viens d'entendre, en t'écoutant Cristina, un constat de décès ! C'est assez étonnant... et en fait je suis assez triste que cette revue se termine aujourd'hui. Je la voyais de temps sur les tables de la Bibliothèque Nationale de France, chez certaines personnes qui ne sont pas forcément liées à la revue, donc cette revue était lue en France. C'est assez dommage. Parler ici, c'est bien aussi rendre hommage à cette revue. Bon, là je suis en train de parler d'une autre revue et en termes d'impact factor ce n'est pas terrible ! Alors j'en reviens à « la mienne ». Je mets des guillemets parce que ce n'est pas forcément évident pour moi de parler de *Vingtième Siècle*. D'une part parce que je viens d'y entrer ; et d'autre part parce que fais plutôt une histoire sociale et culturelle sur le dix-neuvième siècle, alors que *Vingtième Siècle* est une revue d'histoire politique ancrée dans le vingtième siècle et qui passe parfois pour être un peu « ancienne mode ». Alors il peut y avoir un petit décalage, mais j'y reviendrai.

Le contexte de naissance est très clair. On est dans le cadre des années 1980, et à cette période on constate en histoire un double phénomène : d'une part il y a des questionnements qui changent avec un gros tournant critique en 1989 ; et d'autre part l'histoire confirme un certain succès et il y a une floraison de nouvelles revues : *Histoire économie & société* en 1982, *Communisme* en 1982, *Genèses* en 1990... Ça s'arrête en 1990 parce que l'histoire perd un peu son succès. *Vingtième Siècle* naît dans ce contexte-là, en 1984. À l'origine c'est un collectif d'historiens, 17 personnes parmi lesquels Jean-Pierre Rioux, Michel Winock, Henry Rousso etc. ; ce sont donc des gens plutôt « jeunes », – 40 ans – mais ils ne sont pas complètement inconnus parce qu'ils ont déjà publié un certain nombre de synthèses. Ils se placent sous la houlette de deux figures : René Rémond qui représente l'université et François Bédarida qui représente le CNRS – ça c'est très franco-français. Ils réunissent aussi trois lieux – je caricature un peu, mais c'est quand même ça – l'Institut d'Etudes Politiques (actuellement « Sciences Po »), l'Université de Nanterre et l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP – CNRS). On confond souvent *Vingtième Siècle* avec une revue de Sciences Po mais c'est plutôt Nanterre qui paraît au début le fer de lance de l'affaire. Se manifestent enfin des ouvertures nettes vers l'histoire sociale et l'histoire des mentalités, puisque dès le départ on trouve Antoine Prost, Michèle Perrot, Krzysztof Pomian.

Voilà pour le projet initial, qui est bien pensé. Si on cherche une méthode pour réussir une revue, celle-là fonctionne assez bien. S'ajoute un projet très clair qui est donné dès la « Déclaration de naissance » de 1984, avec une ligne éditoriale qui insiste sur : l'histoire du temps présent, ou une histoire qui fait un détour par le passé pour éclairer le présent ; une histoire soucieuse du problème des temporalités (qui se méfie du structuralisme, du déterminisme, pose la question de l'événement et des

jeux d'échelles dans l'analyse – ce qui est assez neuf en 1984) ; une histoire qui se veut ouverte vers l'économie, la société, les relations internationales, l'ethnologie ou le comparatisme mais en restant axé sur le politique. Enfin, l'une des originalités fondatrices est la volonté de faire une histoire à la fois savante et visible. Était donc visé un doctorat universitaire mais aussi non-universitaire, par exemple des professeurs de l'enseignement secondaire, ou de vrais amateurs d'histoire. Ça c'est le projet de départ.

Est-ce que la revue a été bien reçue ? Oui, parce qu'il y avait un vide dans le contexte que j'ai décrit. Elle a connu un certain succès puisqu'au bout de dix ans elle a été classée 3^e en nombre d'abonnés. Une des particularités de la revue, c'est d'ailleurs d'avoir gardé son nombre d'abonnés tout au long des 20 dernières années, alors que souvent on observe une petite chute.

Comment les choses ont-elles évolué ? En 2000 Nicolas Roussellier a fait un bilan, qui s'appelait « A la fenêtre de *Vingtième Siècle* » et qui regardait un peu ce qui avait été fait ou pas par rapport à ce programme. Il disait en gros que, parmi ce qui avait été fait, l'histoire du temps présent était une réussite : son existence est acquise et on considère qu'elle est normale. La revue a par ailleurs gagné en légitimité, et le travail sur l'histoire politique (notamment sur les fascismes et le communisme), a globalement porté ses fruits. En revanche, ce qui n'avait pas été fait en 2000, c'était la dimension comparatiste, le croisement entre les professionnels et les amateurs (en fait difficile), et le faible recours aux autres sciences sociales (un peu de sciences politiques, parce qu'il y a l'IEP, mais ça restait mince). S'étaient affirmés en outre des changements qui n'avaient pas été prévus ou pensés comme des objectifs de départ. D'une part, c'était une bonne chose, le comité s'était élargi, rajeuni, féminisé, avec toujours un secrétariat restreint et un comité de rédaction plus large. L'histoire culturelle s'était aussi peu à peu imposée sur l'histoire politique. L'histoire culturelle, c'est-à-dire les représentations symboliques, les systèmes d'appréhension du monde social, c'est là un reflet de l'évolution de la discipline. L'émiettement disciplinaire et l'hyperspécialisation avaient fait des ravages puisque la pratique de la synthèse, qui était un des enjeux de départ, était devenue très difficile. Enfin l'ambition généraliste avait causé un problème de positionnement parce qu'à partir des années 2000, être généraliste, viser un public non universitaire ça passait pour manquer de sérieux auprès de certains historiens.

Comment la revue a-t-elle réagi ? C'est intéressant de voir les vagues successives. Le rédacteur en chef, Olivier Wieviorka, a ouvert le comité et une autre équipe, s'est ajoutée avec de nouvelles caractéristiques, notamment l'internationalisation (des spécialistes du Moyen-Orient, de l'Espagne, de l'Angleterre ou du monde colonial sont rentrés au comité) ; et l'ouverture disciplinaire, par le biais d'historiens habitués au croisement

des « disciplines » ou davantage portés vers d'histoire sociale ou d'histoire dite sociale et culturelle. Il s'agissait donc d'un appel à des historiens plus jeunes dont on pensait qu'ils pourraient faire ce travail de plateforme. Et cela a des effets que l'on voit dans les numéros spéciaux sur le Proche-Orient, sur le genre ou sur le sociologue Norbert Elias, que je présenterai un peu plus tard.

Donc la revue c'est ça : un projet de départ, qui se veut une revue généraliste, axée sur la synthèse, avec différents regards portés sur l'histoire politique. Le projet, reste là. Ensuite elle a acquis une position dans le champ universitaire, une réputation – qu'elle soit voulue ou donnée, elle a une vraie visibilité dans le champ éditorial des revues d'histoire françaises. Enfin il y a ce travail constant, qui est actuellement fort, d'adaptation aux nouvelles pratiques historiennes, aux nouveaux objets, aux nouvelles exigences en sciences sociales. C'est une revue qui à l'heure actuelle connaît peut-être un mouvement de fond, avec le problème évoqué tout à l'heure : comment garder la ligne éditoriale, sa singularité avec ces nouveaux impératifs ? Est-ce que ça va fonctionner ? Je suis plutôt optimiste parce que ce travail a déjà été fait dans le passé et qu'elle a déjà connue des mues. Cette situation peut provoquer des résistances au sein de la revue : il y a un certain type d'articles qui ne passe pas, une écriture qui ne passe pas, certains objets qui sont difficilement reçus. Et cela donne lieu à énormément de discussions en interne, avec une certaine pratique de la dispute. En même temps, ce travail a des effets positifs : on veut une écriture simple – ce qui ne signifie pas que le raisonnement soit simple – le comité manifeste une certaine méfiance à l'égard des fausses nouvelles inventions, ces « nouveaux » débats qui sont en fait de vieilles questions des sciences sociales. Et c'est une revue qui, grâce à la pratique de la discussion, propose des ouvertures. C'est un peu l'aventure du numéro sur Norbert Elias que j'avais dirigé – je crois qu'on m'a fait venir un peu pour ça donc je vais aborder rapidement sa gestation, autour de la question de la publication des sciences sociales comme demandé.

J'avais donc proposé en arrivant un numéro sur Elias à *Vingtième Siècle*. D'abord, publier des sciences sociales n'était pas évident puisque cela avait assez peu été fait. En plus une partie du comité de rédaction ne connaissait pas toujours bien Elias et la revue s'adressait à un lectorat qui *a priori* ne le connaissait pas. Il est une référence assez courante en histoire du dix-neuvième siècle, mais c'est moins le cas pour l'histoire du vingtième siècle en France. Donc il y a eu un petit moment de doutes. Mais ils ont eu des effets bénéfiques, je crois, sur le résultat final : le thème a gagné en visibilité. Les évaluateurs ont fait réécrire les articles pour que le fond ne change pas mais pour qu'ils soient plus facilement lisibles, et puis le comité a demandé à ce qu'il y ait une bibliographie complète, des outils de lecture, et ça en a fait je crois un vrai instrument sans rien perdre en qualité. C'est-à-dire un instrument qui apporte des pistes aux spécialistes

(en croisant les diverses analyses proposées par le sociologue, ses critiques ou ses continuateurs entre 1939 et aujourd'hui) mais qui est aussi destiné à quelqu'un qui ne connaît pas Elias et qui après avoir fini le numéro pense qu'il le connaît un peu mieux. Si ce numéro avait été proposé dans une revue plus « adaptée », il aurait eu un lectorat acquis, et j'aurais d'ailleurs pu adopter des positions beaucoup plus fermes. Mais le propos aurait eu moins d'efficacité parce qu'avec cette plateforme qu'est une revue généraliste en histoire politique avec beaucoup abonné·e·s, Elias a été porté à la connaissance d'un public qui ne se serait sinon sans doute pas intéressé à lui. Voilà, publier en sciences sociales, c'est donc aussi se poser la question des stratégies pour faire connaître tel auteur à tel public.

Deuxième chose, publier des sciences sociales, est aussi compliqué du côté des auteurs. Les points de vue devaient être divers. Une fois que j'ai eu l'accord d'un « grand nom », Stephen Mennell, tout le monde m'a dit oui. C'est un peu triste mais c'est comme ça. Je voulais aussi qu'il y ait des non-spécialistes d'Elias pour éviter d'avoir les analyses habituelles, il a fallu les chercher. Il était important aussi qu'il y ait à la fois des chercheurs confirmés et des jeunes, et là aussi il a fallu insister. Au final, au coup par coup, par une espèce de négociation permanente entre l'amont et l'aval, on est arrivé à ce numéro. On disait tout à l'heure qu'il est dur de dire qu'on a échoué sur un article ; je crois que c'est assez dur aussi de dire qu'on a réussi quelque chose, mais là je suis plutôt content. Au fond, il y a des enjeux stratégiques en sciences sociales, c'est vrai, mais si j'avais pris conscience de toutes ces questions avant de lancer le numéro (pour ne rien dire de la pluralité des héritages disciplinaires d'Elias ou des souvenirs parfois vifs laissées par les débats autour de son œuvre), je ne l'aurais jamais fait. Je vais terminer là-dessus : stratégies, d'accord, mais aussi éloge de la lenteur, et éloge d'une certaine naïveté. En sciences sociales il faut peut-être parfois faire les choses un peu « bêtement » et ça permet de forcer des frontières qui sont assez réelles. Ceci dit, encore une fois, c'est parce que la revue a ce profil particulier, que ce numéro a été possible et qu'il a pris cette forme : c'est bien le fruit d'un travail collectif, dans ce qu'il a je crois de plus intéressant.

PARTIE II

Les conditions intellectuelles, sociales et économiques de la production d'une revue

Question du public : Est-ce que ces affaires d'*impact factor*, de *ranking*, etc. ont eu des impacts sur les revues ? Et qu'en est-il du format électronique ? En quoi la publication en format électronique est acquise dans les milieux scientifiques ?

Giuseppe Merrone : Il me semble qu'il y a eu un effondrement des envois spontanés d'articles. Au début, il y a eu beaucoup d'envois d'article et le travail de réception et

d'évaluation pouvait s'installer dans une certaine routine. Et à un moment donné les articles ne venaient plus, ou bien il y avait des demandes du type « j'écris si vous me publiez » avec, derrière « vous n'avez pas le *ranking* nécessaire ». Forcément, c'est une difficulté. Mais comme je le disais avant, on s'est orienté plus vers l'analyse du discours, l'étude des aires culturelles, la sociologie littéraire où là ce genre de préoccupations est moins palpable. On reçoit de nouveau des textes spontanément et des signatures prestigieuses, parce que visiblement c'est la pratique de lecture de l'article qui compte et pas le *ranking*. Pour ce qui est de l'électronique, on y est passé en 2006, d'abord pour des raisons financières, mais cela aussi a contribué à revitaliser le projet intellectuel de la revue et à augmenter très fortement sa visibilité.

Patricia Roux : Chez nous, la question de ce qu'on peut faire par rapport aux pressions du *ranking* est encore en plein débat. On a déjà fait un certain nombre de choix, dont je vais parler. Mais je signale d'abord que nous vivons aussi une diminution des articles envoyés (spontanément ou en réponse aux appels à contributions), c'est un des problèmes auxquels on est confronté aujourd'hui. Nous continuons à avoir, comme au début de la reprise de la revue, des jeunes chercheuses (et parfois des jeunes chercheurs) qui publient dans la revue et qui trouvent là un espace spécifique, mais on a beaucoup moins de chercheuses connues qu'avant et ce changement date d'il y a quelques années, ça a été très vite. On l'a dit ce matin, travailler avec des jeunes chercheur·e·s, ça demande beaucoup d'implication. C'est normal et je trouve qu'il faut continuer à le faire, mais en même temps il est souvent plus valorisant pour ces jeunes de publier dans un dossier où il y a aussi des gens plus connus. Donc il n'y a pas que le *ranking* qui compte, il y a aussi cette valorisation-là. Toute une série de chercheur·e·s connu·e·s ne publient pas, ou très difficilement, dans des revues telles que la nôtre, des revues qui gardent un côté marginal dans le champ scientifique, même si on a 400 abonné·e·s, ce qui est beaucoup pour une revue féministe francophone (elle vit d'ailleurs de ses abonnements). Pour ces chercheur·e·s, publier chez nous c'est moins « payant » par rapport à toutes les sollicitations qu'elles et ils reçoivent. Et le hic, c'est que du coup ça devient moins « payant » pour les jeunes aussi.

Nouvelles Questions Féministes est rattachée à l'Université de Lausanne et c'est pourtant là que la confrontation par rapport à la reconnaissance de la revue est la plus forte, malgré son intégration dans les activités du LIEGE et la force qu'elle lui donne : les décanats successifs de la Faculté des sciences sociales et politiques disent aux jeunes, aux assistantes et maître-assistantes, « publiez dans des revues connues et reconnues avant de vous occuper de coordonner un numéro de NQF ». Dans cette logique, participer à la confection d'un numéro de la revue peut desservir leur carrière. Idem en France, on a le même type d'écho de l'autre côté de la frontière. C'est un énorme problème, car nous essayons de faire en sorte

à la fois que ce soit « payant » de publier dans *Nouvelles Questions Féministes* et que nous gardions notre identité. Sans compter que cela fait partie de notre politique de faire des numéros avec des jeunes chercheuses pouvant amener de nouveaux thèmes, de nouvelles idées, c'est indispensable pour ouvrir nos colonnes et maintenir un mouvement de pensée autour d'une revue.

L'autre chose qu'on fait c'est sur le terrain du classement ; en France, il y a l'AERES (on fera l'économie de tout le débat qu'il y a là autour) et un autre classement européen de la European Science Foundation (ERIH : European Reference Index for the Humanities). Pour le classement ERIH, NQF y est depuis le début, d'ailleurs en « A » – et je peux vous dire qu'il n'y a pas beaucoup de revues francophones qui y sont, donc nous étions contentes d'y être, on se disait « chouette pour les jeunes », qui prennent du temps pour publier dans NQF et qui en plus en obtiennent une certaine reconnaissance. À côté il y a le classement de l'AERES, sorti deux ans après, et là on n'y figure pas. Nous sommes en pleine bataille, car ils ont refusé de classer la revue au motif qu'elle est « trop militante ». D'abord on a bien hésité – faut-il se battre ou pas, dans le contexte très tendu que l'on sait – et puis on a décidé de se battre. Nous continuons à le faire, dans l'idée qu'un classement de *Nouvelles Questions Féministes* favorisera la reconnaissance de ses jeunes auteur·e·s.

Cristina Ferreira : Concrètement, comment est-ce qu'on se bat pour être classé ?

Patricia Roux : J'ai rencontré le président de la commission qui examine les revues de démographie et de sociologie (c'est dans cette catégorie que NQF est susceptible d'être classée, même si elle est une revue généraliste), Olivier Galland donc, et on a discuté de la stratégie qu'il fallait développer pour obtenir le classement. Ensuite on lui a envoyé un argumentaire qui détaillait pourquoi on estimait devoir être classée et qui expliquait notre position par rapport à la critique du militantisme et de la scientificité insuffisante de la revue – parce que ça veut dire ça « trop militant », ça veut dire « pas assez scientifique » ! Avec l'argumentaire, on a envoyé des numéros, la composition des comités de rédaction, comité de lecture et comité international. Bref, nous avons constitué un dossier complet qui devait être examiné par la commission. Après, on a appris que dans le deuxième classement de l'AERES, la revue ne figurait toujours pas pour les mêmes raisons. Mais on a aussi appris que le dossier n'avait pas été distribué aux membres de la commission – là, il faut avoir des entrées pour savoir ça ! – et nous avons alors renvoyé le dossier à chaque membre de la commission, avec une nouvelle lettre qui s'insurge contre ce genre de pratiques. On en est là, à suivre...

Georges Felouzis : Je vais dans le sens de ce que disait Patricia Roux. Le *ranking* de la revue est important dans le sens où ça structure les comportements, même si on peut dire que ce sont des pratiques qui ne sont

pas profitables pour tous. Pour la RFS, on voit que c'est beaucoup plus important pour les doctorant·e·s ou les jeunes chercheur·e·s qui viennent de soutenir leur thèse de publier dans notre revue que pour les chercheur·e·s confirmé·e·s. Quand vous êtes un et une chercheur·e confirmé·e, votre carrière est faite et vous avez plus envie de vous exprimer que de vous faire évaluer. À la RFS chaque article est lu par huit personnes, donc vous êtes critiqué de toutes parts, vous devez réviser votre article, si vous êtes confirmé vous n'avez pas envie de passer par cette moulinette. Par contre, si vous êtes un·e jeune chercheur·e vous êtes obligé de le faire. Et c'est vrai que c'est très rentable, parce que dans les commissions de recrutement pour les postes universitaires en France, si vous avez fait un article dans une revue telle que la RFS vous avez un dossier qui est considéré comme très bon alors que vous venez à peine de finir votre thèse. Donc pour la stratégie de carrière, c'est très rentable et évidemment ça oriente l'envoi des manuscrits.

Question du public : Vous vous placez du point de vue d'une revue classée rang « A » par l'AERES. Est-ce que ça a entraîné une augmentation des articles envoyés ?

Georges Felouzis : En 2008, 83 articles ont été envoyés en première soumission (83 articles rédigés par 110 auteurs). Ce n'est pas énorme. Mais il peut y avoir un effet qui va dans le sens opposé aussi. Le fait qu'une revue soit classée « A » et reconnue dans le champ académique la rend attractive. Mais il y a aussi la sélectivité de la revue, par exemple chez nous près de la moitié des articles sont refusés après la première lecture. Donc ça décourage pas mal de gens. Les chercheurs sont des acteurs rationnels, ils prennent en compte à la fois le bénéfice possible et le risque encouru. Si vous travaillez sur un article pour la RFS et que vous êtes recalé, ça pose un problème. Et la concurrence s'est accrue avec le classement, d'ailleurs si on a fait un classement « A, B, C », c'est parce que le nombre de revues s'est multiplié. Si vous avez un espace qui n'est plus identifiable de façon directe et qu'on ne sait plus trop quelles sont les revues scientifiques et les revues qui le sont moins, eh bien il faut une sorte de « guide touristique » pour orienter les lecteurs comme les auteurs. Alors évidemment les guides sont toujours contestables mais c'est une façon d'identifier les chemins, dans un espace très diversifié et où l'offre est immense.

Question du public : Quelque part dans le « guide touristique » du *ranking*, on dit que le féminisme ce n'est pas des « belles images » ? C'est très étonnant, car au nom de cette neutralité, de cette scientificité qui est une bonne chose à mes yeux, on va mettre sur la touche des pensées qui adoptent d'autres points de vues, je trouve ça assez choquant.

David Pontille : Je me permets d'amener quelques éléments à la réflexion. À l'AERES, depuis 2009, les « A, B, C » n'existent plus, c'est juste une liste. On est dans la liste, ou on n'y est pas, il n'y a plus de hiérarchie, sauf

pour quelques sous-listes. Je suis en train de faire une enquête là-dessus. Sur la question du genre : l'ERIH de la ESF a défini 14 ou 15 domaines pour les humanités et un des domaines s'appelle « gender studies ». Donc l'ERIH a classé un certain nombre de revues sous ce thème. Et ce qui est intéressant, c'est que sous « Humanities » il y a la psychologie par exemple. En France, la psychologie dépend des sciences de la vie. Et à l'AERES, « gender studies » ce n'est pas une discipline et il n'y a pas une liste spécifique. Moi, votre combat à NQF, m'intéresse. La liste de sociologie, je la suis de très près – je viens vous voir à la pause, j'ai plein de choses à vous dire (*rires*). La difficulté que vous avez surenchérit avec d'autres revues de sociologie. Je connais d'autres revues qui ont plaidé leur cause auprès de la liste et qui ont eu le même genre de refus et la même procédure effarante. Donc le débat est aussi sur les concepteurs de la liste et sur les domaines, sur la définition de ce que sont des sciences humaines et sociales et quels sont les domaines légitimes. Quand on prend les 14 domaines de l'ERIH et les sous-disciplines de la liste AERES, il y a des recoupements, mais sciences humaines et sciences sociales ce n'est pas du tout la même chose.

Georges Felouzis : Il n'y a plus le classement « A, B, C » parce que ça a été contesté. C'est intéressant, car le premier réflexe quand l'AERES a été créée, ça a été de hiérarchiser les revues. Et ça a été contesté : « pourquoi cette revue est en B et pas en A », etc. Donc ça a été abandonné. Et, deuxième point, il y a dans le contexte français une certaine inertie dans la reconnaissance de nouveaux champs de recherche, mais les « gender studies » c'est quand même assez ancien et donc il n'y a aucune raison que ce ne soit pas considéré comme un champ à part entière de la connaissance en sciences humaines. Donc c'est un système assez conservateur de ce point de vue.

Quentin Deluermoz : je peux apporter un témoignage sur l'effet des *ranking*. La caractéristique de *Vingtième Siècle* est d'avoir une position assez dominante dans le champ des contemporanéistes. C'est-à-dire, en gros, que lorsque vous faites une thèse en histoire contemporaine, à un moment donné ou à un autre il va falloir que vous envoyiez un article à *Vingtième Siècle*, où le taux de refus est aussi de 50%. Ça fait en quelque sorte partie du *cursus* attendu et ça peut jouer lors des recrutements. Aussi, quand la revue a appris qu'elle était classée « B », le comité a fait une drôle de tête ! Les raisons n'étaient pas forcément mauvaises : on lui reprochait notamment de ne pas avoir un comité de rédaction suffisamment international, alors il a été ouvert. Mais ça avait un côté absurde, car cela ne changeait rien pour la revue au sens où sa position n'était pas menacée. Ceci dit, pour les auteur·e·s, envoyer des articles dans une revue dont ils et elles savaient que les exigences étaient fortes mais qui était classée « B », ça pouvait aussi poser problème. Donc ce qui a fini par se passer, semble-t-il, c'est que les auteur·e·s envoyaient un article « ambitieux » à une revue de rang « A » et un autre article à *Vingtième Siècle*

pour avoir l'article de ce rang et celui dans la revue qui correspond à son domaine de recherche. Ce n'était pas toujours le même article, mais c'était quand même tiré d'une même thèse et on ne peut pas produire 150 articles différents à partir de là. C'est peut-être un peu dommage et en général il est d'ailleurs demandé de problématiser davantage les articles.

Ce qui est intéressant à propos de la fronde anti-classement, – en histoire comme ailleurs il y a eu de très bons papiers, de fortes analyses – c'est que les deux revues qui ont le plus porté l'opposition étaient les deux revues classées «A»: les *Annales* et la *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*. Les autres n'ont pas osé le faire, ou ne se sont pas senties suffisamment légitimes, comme si le classement avait aussi eu des effets sur la légitimité de l'opposition! Dernière chose: le classement «A, B, C» a été enlevé, mais il est resté dans les esprits: *Vingtième Siècle* est pour beaucoup une revue de rang «B», même si elle conserve une position très forte dans le champ historien.

Luca Pattaroni: À propos de la complémentarité Internet-papier, j'ai un exemple. Jusqu'à peu, on faisait des republication de «bonnes pages» et pour cela on avait un accord avec les *Presses polytechniques et universitaires romandes (PPUR)*. C'était par exemple un chapitre d'un ouvrage qui sortait et qu'on avait envie de mettre en avant et qu'on trouvait intéressant de diffuser par internet. On se disait que c'était intéressant de multiplier les formats de diffusion. Maintenant on a arrêté de le faire parce qu'on a eu un différend avec les *PPUR* qui ne voulaient plus de cette formule: le problème était que le chapitre était référencé sur *EspacesTemps.net*, et donc les gens pouvaient citer le chapitre en renvoyant à *EspacesTemps.net* et pas aux *PPUR*. Actuellement on cherche des compromis.

Question du public: Patricia Roux a mentionné le laps de temps de deux ans pour faire un numéro à NQF. Ça me paraît énorme. Vous pouvez nous expliquer ce qu'il y a dans ces deux ans?

Patricia Roux: Du moment où on discute du thème du numéro jusqu'au lancement de l'appel à contributions sur Internet, il y a déjà trois mois. Ces discussions sur le thème et ensuite sur l'appel sont très importantes – c'est là vraiment que prend sens le comité de rédaction. Ensuite a lieu la sélection des propositions reçues (résumés d'environ une page), puis il faut laisser aux gens environ six mois pour la rédaction des articles. Commence alors toute la procédure d'évaluation des articles, relus par des personnes extérieures au groupe de coordination, de façon anonyme; le «peer review», ça prend du temps... Et les allers-retours avec les auteur·e·s suite aux évaluations sont également longs, il peut y avoir jusqu'à trois versions successives d'un article. Enfin les derniers mois sont pris pour la mise en page et l'impression. Je n'ai pas l'impression qu'on est particulièrement lentes par rapport à d'autres revues.

Marc Berthod: À *Tsantsa* c'est un poil plus rapide, on met 20-22 mois pour un numéro (*rires*). Si je prends le numéro qui va sortir en mai prochain, le numéro 16/2011, il y a d'abord un «appel à appel contributions» au sein du comité, donc les membres du comité soumettent des projets d'appel. Dans mon exemple, au mois d'août 2009, puis en novembre on décide, ensuite il y a la diffusion de l'appel à contributions et les articles sont réceptionnés au mois de juillet 2010, donc là on est à déjà presque une année. Et puis ensuite les évaluations: il faut solliciter les évaluateurs, attendre leurs retours, transmettre les commentaires aux auteur·e·s. Et il y a tout le temps des «rushes». Là par exemple on vient (décembre 2010) d'envoyer les commentaires aux auteur·e·s et on attend les dernières versions des articles en janvier 2011 pour un numéro qui sortira en mai. Donc les délais sont relativement courts, surtout s'il faut retravailler un article après la réception de la deuxième version en janvier. Chez nous, c'est donc presque deux ans pour un numéro, sachant que *Tsantsa* fait un numéro par année et qu'il y a 20 personnes dans le comité de rédaction. C'est effectivement beaucoup de travail.

Question du public: J'aimerais avoir accès aux «arrière-cuisines» des revues et en savoir plus sur les modalités d'évaluation des articles. Comment fait-on appel aux évaluateurs? Est-ce qu'on évalue en interne ou fait-on appel à des évaluateurs externes? Comment se passe la communication avec les auteur·e·s?

Georges Felouzis: Je peux présenter comment ça se passe à la *Revue française de sociologie*. Lorsqu'on reçoit un article, il est lu de façon anonyme, autrement dit les lecteurs et lectrices ne savent pas qui est l'auteur·e (et vice-versa). Ça c'est une pratique assez récente, avant on avait le nom de l'auteur·e ce qui pouvait créer des biais. L'article est lu par deux lecteurs qui font partie du comité élargi et par les cinq personnes du comité restreint, donc par sept personnes en tout. Chaque lecteur du comité élargi fait un rapport écrit et ensuite il y a un échange au sein du comité restreint. Le problème est toujours de trouver un accord, car sept lecteurs c'est beaucoup. En général, on arrive assez facilement à un consensus. Mais c'est vrai que le nombre de lecteurs et d'avis expliquent aussi pourquoi il est très rare qu'un article soit pris du premier coup, autrement dit, accepté tel quel. C'est arrivé pour 7% des articles en 2008. Les autres réponses sont soit un refus simple soit une demande d'une deuxième version sans engagement de publication, et aussi demande de deuxième version avec engagement de publication. Ensuite, le gros du travail, une fois l'évaluation faite, c'est l'échange avec l'auteur·e dans le cadre d'une demande de deuxième version. C'est une personne du comité restreint qui fait le suivi avec l'auteur·e ou les auteur·e·s. L'auteur·e reçoit une liste de commentaires, 1-2 pages, qui sert de référence et ensuite, lorsque la deuxième version arrive les mêmes sept personnes relisent l'article, et il peut arriver qu'une troisième version soit demandée.

Patricia Roux : Si je comprends bien, l'anonymat de l'auteur·e tombe à un moment donné puisqu'un membre du comité restreint fait un suivi individualisé ?

Georges Felouzis : Oui, nécessairement. En fait l'anonymat est pour la première version.

Cristina Ferreira : Que se passe-t-il lorsqu'il y a au sein du comité un désaccord profond sur un article ? Lors de la table ronde des doctorant·es d'hier, une doctorante a soulevé le problème de recevoir, pour le même article et de la part de la même revue, des évaluations contradictoires.

Georges Felouzis : Je n'ai jamais rencontré un désaccord profond sur un article, de situation bloquée. Ce qui peut arriver c'est une divergence entre le comité élargi et le comité restreint. Dans ce cas là, ce sont les membres du comité restreint qui décident. De toute façon, dès qu'il y a critique, il y a demande de deuxième version. Les acceptations d'emblée requièrent l'unanimité des lecteurs, d'où leur rareté. Si vraiment il devait y avoir une situation inextricable, c'est la direction de la revue (le comité directeur dans lequel il y a actuellement trois personnes) qui déciderait, sur la base des évaluations et des avis de l'ensemble des lecteurs.

Marc Berthod : Chez Tsantsa on a une démarche un peu différente. Pour les dossiers thématiques, on demande aux auteur·e·s d'envoyer une proposition d'article. Et à ce niveau-là, il a déjà un premier tri qui est effectué. Alors c'est une sorte de pari, puisqu'on ne peut que présumer de l'article qui va suivre (ou non) la proposition. Donc on invite les auteur·e·s à rédiger sur préavis du comité. À partir du moment où les articles arrivent, il y a une première lecture au sein du comité de rédaction – de façon non anonyme – et des commentaires sont formulés sur une à quatre pages. Et sur cette base-là, un certain nombre d'articles ne sont pas retenus. Ceux qui restent « en course » sont anonymisés et envoyés en « peer review » à un évaluateur qui est complètement extérieur à la revue. L'évaluateur doit être en phase avec la ligne de la revue, la thématique du dossier et l'article, et donc pour nous il y a tout un travail de recherche des évaluateurs qui seront sollicités. Il peut y avoir des refus de leur part, des délais, ce qui entraîne des retards, il y a toute une démarche qui n'est pas évidente. J'ai encore reçu un mail hier d'un évaluateur qui avait été sollicité pour un article du numéro à venir qui me dit « j'étais débordé, je n'ai pas eu le temps de lire votre mail, je peux lire l'article s'il est encore temps ». Donc cette « cuisine » est assez lourde. On a eu un cas de conflit, où sur les cinq-six lectures d'un article, deux étaient très enthousiastes, et deux autres qui disaient que ça n'allait pas du tout ! Donc là on a eu un problème, et la rédactrice en chef s'est engagée à relire l'article – donc encore un avis, et ensuite on a envoyé l'article en « peer review » et c'est revenu avec un avis négatif. Et c'est sur le « peer review » qu'on a tranché et l'article a été refusé.

Patricia Roux : Je ne vais pas repasser en revue toutes les étapes, parce qu'il y a des similitudes, mais rajouter quelque chose à propos de la connaissance que l'on a de l'identité de l'auteur·e. Chez nous aussi le groupe restreint sait qui est l'auteur·e d'un article. À partir de là se pose la question de savoir comment traiter des personnes qui sont proches de la revue, soit parce qu'elles ont fait partie du comité de rédaction, soit parce qu'elles contribuent à la diffusion de la revue, etc. Autre question : que faire avec des personnes reconnues qui rechignent à changer quoi que ce soit à leur article ? En fait, dans la phase initiale où les textes sont anonymisés, donc où on ne connaît pas les noms des auteur·e·s, on commet, d'une certaine manière, des gaffes, par exemple on refuse des personnes dont on serait pourtant très contentes qu'elles publient chez nous, et on se fait ainsi des ennemies, presque à vie parfois. Dans une autre phase, quand on est parmi le groupe restreint montant le numéro, on sait qui sont les auteur·e·s, et c'est alors une autre histoire de se retrouver face à une chercheuse connue qui dit « voilà, j'ai fait deux, trois changements dans mon texte et je n'irai pas plus loin ». On doit faire un choix qui n'est pas joué d'avance, en discuter de cas en cas. Je trouve ça compliqué et j'aimerais savoir comment d'autres revues gèrent le problème. Pour les jeunes chercheur·e·s, la question s'inverse, c'est l'autre côté de la médaille. Si l'on appliquait rigoureusement à une personne qui écrit son premier article les mêmes critères que d'habitude, 99 fois sur 100 ça ne passerait pas. Donc comme il y a aussi dans la revue une volonté claire de publier des jeunes chercheur·e·s et d'accompagner le processus d'écriture, nous sommes obligées de tenir compte du statut de la personne. Ça ne veut pas dire qu'on va baisser les exigences, mais qu'on va offrir un appui important si on sent qu'au final l'article peut être vraiment bon. Et ce n'est que dans un deuxième temps que l'article passera en « peer review », autrement dit quand on estime qu'il a une chance d'être accepté. Ça ne marche pas toujours, mais on essaye.

Quentin Deluermoz : À *Vingtième Siècle* comme je l'ai dit la rédaction est partagée entre un secrétariat de rédaction et un comité de rédaction. Lorsqu'un article arrive, il est envoyé à deux membres du comité de rédaction : un membre qu'on estime être compétent sur le sujet de l'article et deux membres qui ne sont pas spécialistes. C'est l'idée d'une revue généraliste : si le lecteur ou la lectrice non spécialiste ne comprend rien à l'article, ça va poser problème. L'anonymat est garanti car l'article est anonymisé par la personne en charge du secrétariat. Ensuite il y a discussion, et les taux de refus sont comme j'ai dit à peu près identiques aux autres revues : 50%, très peu d'acceptations en première lecture. En général il y a un consensus qui se dégage mais il peut aussi y avoir des oppositions – ça n'arrive pas souvent, mais ça arrive. Dans le cas où un évaluateur est pour la publication et le deuxième contre, c'est le troisième qui tranche ; mais il y a quand même discussion en rédaction qui renvoie à la question récurrente, « qu'est-ce qu'un bon article ? ». Pour certains ce sera de toutes façons un article avec une

bibliographie à jour, une démonstration qui s'appuie sur plusieurs approches et une conclusion forte qui monte en généralité; d'autres vont relever que l'article n'a pas que des qualités mais le sujet est neuf, que ces sources n'ont jamais été vues, que c'est un·e jeune chercheur·e qui mérite d'être accompagné·e, ou un·e collègue qui vient d'une université étrangère et qui porte un autre regard sur le sujet, digne d'intérêt. Bref, la définition du bon article est mise en débat, et à partir de là il y a un processus d'arbitrage qui n'a pas d'issue prédéterminée. Il y a de toutes façons, comme souvent, demande de réécriture. La deuxième version est alors lue par l'un des premiers évaluateurs qui donne son aval ...ou pas. La coexistence de plusieurs définitions du « bon » article est je trouve intéressante car elle maintient le débat. Dans la revue vous trouverez d'ailleurs des articles qui correspondent à la première définition, et des articles qui correspondent à la deuxième.

Giuseppe Merrone: Le fonctionnement d'un comité de rédaction, c'est comme un cours de méthodologie : c'est très clair sur le papier, mais dans la réalité c'est plus compliqué. Même si on respecte l'anonymat et qu'on veut bien faire, on est vite face à des problèmes très pragmatiques. Par exemple on veut sortir un numéro thématique et il manque trois articles, les autres sont trop « mauvais », ou un membre du comité pense qu'il faut absolument qu'il y ait la personne de référence dans le champ. Tout cela introduit une série de biais dans la procédure. Donc c'est comme quand on essaye d'appliquer une méthode sur un terrain, la nécessité de bricoler se présente très vite. Et puis, il faut aussi une certaine masse critique, et pour la *Revue française de sociologie* ce n'est probablement pas la même chose que pour nous, autrement dit il faut qu'il y ait un nombre potentiel d'articles suffisant. Parfois, j'ai dû aller chercher des articles pour que le numéro puisse paraître. C'est mieux d'avoir du « stock » !

Cristina Ferreira: oui, à *Carnets de bord* on aurait bien aimé avoir du stock aussi ...

Giuseppe Merrone: ... au lieu d'être tout le temps à flux tendu ! (*rires*). Il y a un autre aspect que je souhaite souligner : c'est vrai que l'anonymat du jugement permet un positionnement plus intègre par rapport à l'article, mais l'accompagnement de jeunes auteur·e·s dont parle Patricia Roux est aussi un travail important à faire. C'est un travail pas facile, mais que j'aimais bien faire, et ça peut aller jusqu'à inviter la personne physiquement et de travailler ensemble sur le papier, de discuter. Et là, ça peut devenir intéressant pour un·e jeune chercheur·e de publier dans une revue non classée. Être lu vraiment pour la première fois, est une expérience en soi.

Luca Pattaroni: À *EspacesTemps.net* on est assez sensibles aussi aux enjeux de la « cuisine » de l'évaluation. On essaye actuellement de réfléchir à de nouveaux critères d'évaluation et de nouvelles procédures. Il y a toujours cette tension entre une production de savoir, une assi-

gnation, on rajoute un livre dans une bibliothèque, et des savoirs qui dérangent, ceux où « le livre de plus » oblige à réaménager la bibliothèque. L'innovation et la singularité ne sont pas encouragés par le « peer-reviewing », et lorsqu'on à évaluer des textes très alternatifs, ces textes peuvent saper la légitimité-même de celui qui est en train d'évaluer. Par le passé, il y avait de nouvelles revues qui étaient créées en même temps qu'émergeaient de nouveaux champs (par exemple les *Actes de la recherche en sciences sociales, Politix*), mais avec le ranking c'est difficile parce qu'on fait de nouvelles revues mais leur reconnaissance dans le champ se pose de façon massive.

Dans l'évaluation, il y a la question de l'anonymat de l'auteur de l'article, mais aussi celle de l'anonymat de l'évaluateur. Et cet anonymat là n'est pas forcément une bonne chose. « *Social Geography* » qui est une autre revue en ligne, fait du « peer reviewing » constructif : les gens qui font l'évaluation ne sont pas anonymes et ils essaient de ne pas faire du « shaming », parce que ça peut détruire. Nous on a effectivement ce problème, à *EspacesTemps.net*, de devoir faire des synthèses des critiques des « peer reviewers » parce qu'il y a des textes qu'on ne peut pas transmettre à l'auteur·e parce qu'ils sont ordures ! Et donc pour la tolérance à l'apprentissage et la tolérance à la différence, on est vraiment dans des systèmes qui sont problématiques. Il faut essayer de réfléchir à ces affaires d'évaluations. Ce mélange de « ranking-peer reviewing » me fait penser à un autre problème : *Carnets de bord* faisait un excellent travail de relecture en insistant beaucoup sur l'exigence, et nous aussi à *EspacesTemps.net* on est très exigeants, et *Ethnographiques.org* aussi, et les gens se disent « ah oui, revue de jeunes chercheurs » ou « revue B », ou « revue internet » et ne comprennent pas pourquoi on est si exigeants. Si on n'est pas « ranké » comme il faut, notre exigence est perçue comme indue. Et du coup, on reçoit des soumissions d'articles qui sont vraiment mauvais.

Cristina Ferreira: Y a-t-il des grilles d'évaluation qui orientent le travail des lecteurs et lectrices externes ?

Quentin Deluermoz: À *Vingtième Siècle* il n'y a pas de grille d'évaluation « ferme », ce qui permet justement les arbitrages. Parfois on est face à quelqu'un qui n'est vraiment pas d'accord avec vous, et il faut expliquer pourquoi son avis diverge. Il y a donc ce choix de la dispute, et de redéfinition des critères pendant la discussion... En revanche, ce qu'il faut préciser aux auteur·e·s qui ont l'intention de publier dans une revue, c'est que la ligne éditoriale est importante, et qu'il faut la lire attentivement. En cas de doute, un article peut plus facilement « passer » s'il est dans la ligne éditoriale que s'il ne l'est pas. Il y a un certain nombre de codes minimaux à respecter, quelle que soit la revue, si on ne veut pas que l'évaluateur(e) dise « il n'a jamais lu la revue ». L'auteur·e oriente donc aussi le processus de lecture de son article par son positionnement. Il ne faut pas envoyer un article au hasard à une revue qu'on connaît vaguement.

Cristina Ferreira: Le temps file, mais il me semble important d'aborder un dernier point, qui permet aussi de conclure cette table ronde. Lors des nombreuses discussions, à *Carnets de bord*, sur le passage au format électronique, on se demandait souvent si le passage représentait vraiment une économie, et si oui de quel ordre? Une réduction des coûts financiers (coûts d'impression) ne masque-t-elle pas une augmentation des coûts en termes de temps, d'énergie, d'expertise? Luca, tu as assisté à ces discussions lors de nos Assemblées générales de *Carnets de bord*...

Luca Pattaroni: ... effectivement, c'est quand même relativement coûteux, en temps et en argent. Par exemple ce que font Revues.org ou Cairn, c'est de prendre des revues papier et de les placer sur Internet: ils ont des modèles, il y a un webmaster, etc. C'est une sorte de service et ça permet à des néophytes – à des gens qui n'ont pas de compétences dans le domaine de l'édition sur Internet – d'aller sur Internet. C'est pour ça que beaucoup de revues papier font cela. Par contre, si on a un projet tel que le nôtre sur *EspacesTemps.net*, si on n'a pas des compétences spécifiques à Internet au sein du comité, ça suppose de payer des professionnels, par exemple le webmaster, quelqu'un qui fait le site car il y a des choses qu'on ne peut pas faire nous-mêmes. Et il y a des gens qui doivent apprendre à gérer la mise en ligne, à régler les problèmes de sécurité, etc.

Et puis, il y a notre volonté de «flux continu», de mise à jour constante qui implique d'avoir un·e secrétaire de rédaction payé·e. Donc on doit aller chercher de l'argent et faire des compromis – on a pas encore vendu notre âme car on en a plusieurs! – mais c'est lourd. Et en plus il y a évidemment tout le bénévolat, lié aussi aux impératifs de réactivité d'une revue

Cristina Ferreira: C'est le moment de clore à la fois cette table ronde et le séminaire. Nous allons faire un dernier numéro de *Carnets de bord* car il ne fallait pas s'arrêter comme ça. Le dernier numéro, le numéro 17, dit «le numéro noir», reprendra les analyses et discussions qui ont eu lieu durant ce séminaire et qui éclairent la fin de *Carnets de bord*.

Nous remercions chaleureusement les participants à la table ronde qui ont permis un dialogue entre revues – dialogue rare et précieux – et nous sommes très heureux que d'autres continuent à se battre dans cette «lutte des places» au sein de l'espace des revues en sciences humaines.

Nous remercions plus largement tous et toutes les participant·e·s à ce séminaire, invit·e·s et doctorant·e·s. Pour nous, il était important de vous montrer – à vous doctorant·e·s, auteur·e·s et futurs auteur·e·s – les enjeux qui traversent le champ éditorial des sciences humaines aujourd'hui, non pas tant pour vous donner les ficelles pour instrumentaliser la publication d'articles ou de livres dans un contexte méritocratique et compétitif, mais de vous donner des clés pour être des auteur·e·s qui se pensent dans un champ.

Cornelia Hummel: Dans ce sens-là, c'était aussi important pour nous de vous faire sentir que malgré le contexte de pression et d'injonction à la productivité dans lequel vous êtes, et derrière les pratiques que vous avez des revues – j'ai souvent l'impression que les articles ne sont que des pièces détachées téléchargées «à la demande» depuis des grossistes tels que Jstor ou Cairn et que les doctorant·e·s ne savent pas à quoi ressemble la revue dont ils et elles extraient des articles – il y a des revues qui ont une histoire et une identité. Et que derrière ces revues il y a des comités de rédaction qui réfléchissent à la ligne de la revue, qui prennent au sérieux la question de l'évaluation des textes et de la communication avec les auteur·e·s, et qui prennent un grand soin à rendre justice aux travail des auteur·e·s qui leurs soumettent des articles. On espère aussi que ce séminaire vous a donné envie d'écrire: la déconstruction était certes un objectif important du séminaire, mais il nous importait aussi de montrer le travail et les convictions des comités de rédactions, bénévoles, à qui vous envoyez vos articles.